



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

Consultation n° PIC 25 016 du 20/02/2025
Procédure: Marché À Procédure Adaptée

Objet : fournir des pièces détachées d'origine ou de qualité équivalente à l'origine, d'accessoires, d'outillages et de produits pour véhicules légers, véhicules utilitaires, véhicules sanitaires et poids lourds et/ou maintenir ces véhicules, pour le compte du Pôle d'Intérêt Commun (PIC) de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris afin de lui permettre d'assurer la maintenance des véhicules de sa flotte routière.

Ce document comprend 10 pages

AP-HP.	Consultation PIC 25 016 du 20/02/2025	SMS.
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	1 / 10

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	GENERALITES	3
1.1	Objet de la consultation.....	3
1.2	Forme du marché.....	3
1.3	Allotissement	3
1.4	Pièces contractuelles	3
1.5	Confidentialité	4
1.6	Protection de l'environnement	4
1.7	Assurance	4
ARTICLE 2.	PRIX ET REGLEMENT	5
2.1	Prix	5
2.2	Précisions sur les modalités de règlement	6
ARTICLE 3.	DELAIS	7
3.1	Début du délai d'exécution.....	7
3.2	Expiration du délai d'exécution	7
3.3	Prolongation du délai d'exécution	7
3.4	Pénalités pour retard	7
ARTICLE 4.	EXECUTION	8
4.1	Lieux d'exécution	8
4.2	Livraison	8
ARTICLE 5.	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS - GARANTIE	9
5.1	Opérations de vérification	9
5.2	Suivi du marché.....	9
5.3	Garantie	9
ARTICLE 6.	RESILIATION.....	10
ARTICLE 7.	DIFFERENTS ET LITIGES	10
ARTICLE 8.	DÉROGATION AU CCAG-FCS	10

AP-HP.	Consultation PIC 25 016 du 20/02/2025	SMS.
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	2 / 10

ARTICLE 1. GENERALITES

1.1 Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet de fournir des pièces détachée d'origine ou de qualité équivalente à l'origine, d'accessoires, d'outillages et de produits pour véhicules légers, véhicules utilitaires, véhicules sanitaires et poids lourds et/ou de maintenir ces véhicules, pour le compte du Pôle d'Intérêt Commun (PIC) de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris afin de lui permettre d'assurer la maintenance des véhicules de sa flotte automobile.

1.2 Forme du marché

Les prestations font l'objet d'un accord cadre à bons de commande.

Montant minimum de la consultation : 24 000,00 € HT, soit 28 800,00 € TTC

Montant maximum de la consultation : 72 000,00€ HT, soit 86 400,00 € TTC

Le marché sera conclu pour une période de 36 mois.

Les bons de commande sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commandes sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au PIC SCA-SCB-SMS.

1.3 Allotissement

Pour des raisons de fluidité technique, le marché n'est pas alloti.

1.4 Pièces contractuelles

Ordre de priorité

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après:

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux prestations objet du marché, si celui-ci vise ce cahier;

AP-HP.	Consultation PIC 25 016 du 20/02/2025	SMS.
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	3 / 10

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché;
- L'offre technique, dont le Mémoire Technique, et financière du titulaire

1.5 Confidentialité

Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître le contenu. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendu publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Protection des données à caractère personnel (Art. 2 de la loi "informatique et libertés")

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant pour les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

1.6 Protection de l'environnement

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement et de sécurité. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du PIC SAC-SCB-SMS.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le PIC SCA-SCB-SMS afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

1.7 Assurance

AP-HP.	Consultation PIC 25 016 du 20/02/2025	SMS.
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	4 / 10

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du PIC SCA-SCB-SMS et ses tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de sa responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du PIC SCA-SCB-SMS et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 2. PRIX ET REGLEMENT

2.1 Prix

Règles générales

Les prix sont réputés révisables.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport, ainsi que les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

La révision est réglée par les dispositions suivantes :

Formule utilisée

$$P_1 = P_0 \times \frac{I_1}{I_0}$$

Avec :

P1 : prix de règlement après la révision ;

P0 : prix de l'offre figurant sur l'acte d'engagement ;

I1 : dernier indice publié deux mois avant la date d'effet de la révision ;

I0 : indice du mois de dépôt des offres ;

Indice utilisé

Indice annuel des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 07.2.1.2 - Pièces de rechange pour véhicules personnels
Identifiant 001764832

Modalités

La révision des prix est réglée par les dispositions suivantes :

La révision peut intervenir à la demande de l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris ou du titulaire. La demande doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception (à peine de forclusion), 60 jours avant l'application des nouveaux prix telle que décrite supra. La demande du

AP-HP.	Consultation PIC 25 016 du 20/02/2025	SMS.
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	5 / 10

titulaire doit être adressée au Directeur du PIC.

En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé ou par courriel, 30 jours avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.

Clause de sauvegarde

Si l'augmentation de prix annuelle résultant de la révision est supérieure à 5 %, le PIC se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

2.2 Précisions sur les modalités de règlement

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente. Dans le cas contraire, celles-ci seraient réputées nulles et non avenues.

Conformément au décret n° 2019-748 du 21 juillet 2019 relatif à la facturation électronique, le titulaire du marché devra adresser ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

Les prix facturés sont obligatoirement rendus franco de port quelle que soit la quantité commandée.

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- Nom et adresse du créancier ;
- Les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le code APE ;
- La désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;
- Le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Le montant total des fournitures livrées T.T.C. ;
- Les n° des bons de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service ;
- Le code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;
- Le numéro de marché ;
- Les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les produits ou prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

AP-HP.	Consultation PIC 25 016 du 20/02/2025	SMS.
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	6 / 10

ARTICLE 3. DELAIS

3.1 Début du délai d'exécution

Le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification.

Le délai d'exécution des bons de commande part de leurs dates de notification.

3.2 Expiration du délai d'exécution

En cas de livraison ou d'exécution des prestations, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de livraison ou d'achèvement des prestations.

3.3 Prolongation du délai d'exécution

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du PIC SCA-SCB-SMS ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le PIC SCA-SCB-SMS prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé possède les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au PIC SCA-SCB-SMS les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique par la même demande, au PIC SCA-SCB-SMS la durée de prolongation demandée.

Le PIC SCA-SCB-SMS dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai. La demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un ordre de réquisition. Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de situations imprévisibles, la demande de prolongation ne peut pas d'avantage être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles. La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

3.4 Pénalités pour retard

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante:

$$P = V \times R / 1000$$

Dans laquelle:

AP-HP.	Consultation PIC 25 016 du 20/02/2025	SMS.
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	7 / 10

P = le montant de la pénalité;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variation de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard;

R = le nombre de jours de retard.

Le montant total des pénalités ne peut excéder 10% du montant total du marché.

Une fois le montant total des pénalités déterminé, il est procédé à leur révision. Elles sont ensuite déduites du montant du marché actualisé ou révisé TTC.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € Hors Taxe pour l'ensemble du marché.

ARTICLE 4. EXECUTION

4.1 Lieux d'exécution

Le titulaire doit faire connaître au PIC SCA-SCB-SMS, sur sa demande, le lieu d'exécution des prestations. Le PIC SCA-SCB-SMS peut en suivre sur place le déroulement.

4.2 Livraison

La première livraison pourra avoir lieu dès la date de notification du marché et l'émission d'un bon de commande.

La dernière livraison ne pourra avoir lieu que durant la période de validité du marché.

Elles seront effectuées directement au magasin de pièces détachées du garage du PIC SCA-SCB-SMS suivant les besoins aux jours et heures demandés. Elles seront conformes aux bons de commande et effectuées dans les délais fixés par ceux-ci.

Chaque livraison (faite par le fournisseur ou un transporteur) devra impérativement être accompagnée d'un bordereau de livraison valorisé et d'un bon de transport mentionnant le n° du marché, établis en deux exemplaires, remis par le transporteur au moment de la livraison, et émargés par le réceptionnaire (cachet et signature originaux). Un exemplaire sera conservé par l'établissement, un autre par le fournisseur.

Ce bordereau mentionnera obligatoirement :

- La date d'expédition et/ou de livraison ;
- La référence à la commande et/ou au marché ;
- L'identification du titulaire du marché ;
- L'identification des fournitures livrées (nature, quantités et la répartition par colis s'il y a lieu) ;

Les livraisons sont entièrement à la charge des titulaires (franco de port et d'emballage) et seront effectuées en accord avec les responsables d'approvisionnement du garage du PIC SCA-SCB-SMS et selon les conditions définies par ceux-ci.

Pour des livraisons demandées en express par SMS pour des raisons techniques (délai inférieur ou

AP-HP.	Consultation PIC 25 016 du 20/02/2025	SMS.
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	8 / 10

égal à 48 h) les frais de port (taxi colis, transport express...) pourront être facturés en sus.

S'il le décide, SMS pourra se fournir en pièces détachées aux comptoirs des fournisseurs.

Pour la partie prestation de réparation en atelier, le titulaire s'engage à donner un rendez-vous sous 72 heures maximum lors d'un appel de SMS pour effectuer une réparation.

ARTICLE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS - GARANTIE

5.1 Opérations de vérification

Le PIC SCA-SCB-SMS se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du titulaire.
Ce contrôle pourra porter sur :

- La mise à disposition du matériel
- La qualité du matériel
- La conformité aux normes et à la réglementation

5.2 Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par le PIC et obligatoirement communiquée au titulaire.

La fiche comprend une partie strictement réservée au titulaire. Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée au Service Central des Blanchisseries, Bureau des Marchés, Direction Administrative et Financière.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément au chapitre 5 du CCAG-FCS, sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

Le PIC se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire après émission d'une seule mise en demeure, dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

5.3 Garantie

Au titre de la garantie, le titulaire applique la garantie du fabricant et s'oblige:

- Dans la cadre d'une fourniture à remettre en état ou à remplacer ou à rembourser la pièce qui serait reconnue défectueuse ou non conforme;
- Dans le cadre d'une prestation de maintenance à remettre en état ou à remplacer la pièce reconnue défectueuse ou non conforme y compris les frais de main d'œuvre y afférant.

Cette garantie est valable sous réserve d'une utilisation conforme et normale des pièces livrées ou des prestations réalisées, du respect des prescriptions techniques de montage et/ou d'utilisation, le cas échéant, et des recommandations des fabricants.

AP-HP.	Consultation PIC 25 016 du 20/02/2025	SMS.
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	9 / 10

Ne sont pas couvert pas la garantie, le remplacement des pièces ainsi que les dysfonctionnements liés à un défaut d'entretien et/ou à l'usure normale des pièces ou d'une mauvaise utilisation.

En tout état de cause, la responsabilité du titulaire est limitée au montant de la commande.

Pendant le délai de garantie, en cas de défectuosité avérée, le titulaire procédera à son choix: au remplacement ou au remboursement du produit.

ARTICLE 6. RESILIATION

Les stipulations du CCAG-FCS relatives à la résiliation du marché sont applicables.

Le PIC SCA-SCB-SMS pourra faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues au CCAG-FCS.

ARTICLE 7. DIFFERENDS ET LITIGES

Le PIC SCA-SCB-SMS et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et le PIC SCA-SCB-SMS doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au PIC SCA-SCB-SMS dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le PIC SCA-SCB-SMS dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision.

L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

ARTICLE 8. DÉROGATION AU CCAG-FCS

L'article 2.1 du présent CCAP déroge à l'article 10.1.1 du CCAG-FCS.

AP-HP.	Consultation PIC 25 016 du 20/02/2025	SMS.
MAPA	Cahier des Clauses Administratives Particulières V0	10 /10